



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/761

S/17573

18 octobre 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
Points 25, 30, 34, 35, 48, 59, 61,
62, 68 et 69 de l'ordre du jour
COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET L'ORGANISATION
DE L'UNITE AFRICAINE
SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE
EN AFRIQUE
QUESTION DE NAMIBIE
POLITIQUE D'APARTHEID DU
GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN
CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET SES
EFFETS PROFONDEMENT NUISIBLES SUR
LA PAIX ET LA SECURITE DANS LE MONDE
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LA
DENUCLEARISATION DE L'AFRIQUE
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT
DE CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
REDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
RELATION ENTRE LE DESARMEMENT
ET LE DEVELOPPEMENT

CONSEIL DE SECURITE
Quarantième année

Lettre datée du 14 octobre 1985, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Togo auprès de l'Organisation
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir
faire circuler le document intitulé "Déclaration et Programme d'action", adopté à
la Conférence ministérielle régionale sur la sécurité, le désarmement et le

A/40/761
S/17573
Français
Page 2

développement en Afrique, qui s'est tenue à Lomé (Togo) du 13 au 16 août 1985, comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 25, 30, 34, 35, 48, 59, 61, 62, 68 et 69 de l'ordre du jour et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Kwam ROUASSI

ANNEXE

Conférence régionale sur la sécurité, le désarmement et
le développement en Afrique : Déclaration et programme
d'action de Lomé

Conformément aux résolutions AHG/Res.126 (XX) et AHG/Res.138 (XXI) adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à leurs 20ème et 21ème Conférences au sommet tenues en 1984 et 1985 respectivement, et à la résolution 37/100 F de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Désarmement régional et à la résolution 39/63 J sur la Campagne mondiale pour le désarmement, une Conférence ministérielle régionale sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique a été organisée à Lomé (Togo) du 13 au 16 août 1985 par l'Organisation de l'unité africaine, en collaboration avec le Département des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement. Après un examen approfondi des questions de sécurité, de désarmement et de développement en Afrique, la Conférence a adopté ce qui suit :

- A. Déclaration de Lomé sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique;
- B. Programme d'action pour la paix, la sécurité et la coopération en Afrique.

**A. DECLARATION DE LOME SUR LA SECURITE, LE DESARMEMENT
ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

1. La Conférence reconnaît le lien étroit et l'interdépendance existant entre les objectifs de la sécurité, du désarmement et du développement, non seulement à l'échelle du continent africain mais à l'échelle mondiale et exprime sa conviction que leur réalisation est fondamentale pour l'avènement d'une paix et d'une sécurité durables partout dans le monde.

2. La Conférence considère la paix et la sécurité comme étant l'objectif prioritaire des Etats africains indépendants et la condition préalable pour la réalisation du développement socio-économique. La Conférence affirme sa conviction que chaque Etat dispose du droit légitime à la sécurité et à l'autodéfense et réaffirme la position suivant laquelle la réduction progressive des armes doit aider à promouvoir la paix et la sécurité avec un minimum d'armements et d'effectifs militaires.

3. La Conférence réitère que la notion de sécurité dans la région doit aller au-delà de la sécurité militaire et de la prévention des conflits armés et suppose l'adhésion soutenue des Etats de la région aux programmes nationaux, bilatéraux et multilatéraux de développement socio-économique, de justice, d'équité et de dignité humaine.

4. Les efforts de désarmement dans la région doivent tenir compte des réalités qui prévalent dans d'autres régions et doivent éviter de placer l'Afrique dans une situation réelle ou subjective de désavantage permanent en matière de sécurité.

Des efforts collectifs doivent être engagés en vue d'éliminer la course interétats aux armements dans la région, de promouvoir le règlement pacifique des différends et d'encourager une approche commune face aux menaces contre la paix et la sécurité dans la région.

5. La Conférence reconnaît que les dépenses militaires en Afrique sont relativement faibles par rapport à celles d'autres régions du monde, compte tenu en particulier des menaces multiformes et des agressions permanentes du régime raciste d'Afrique du Sud. Parallèlement, la Conférence prend note qu'en relation avec cette situation, les impératifs de sécurité des Etats africains imposent de lourds sacrifices, au détriment du développement économique et social des peuples africains.

6. La Conférence considère qu'un climat international plus serein, en particulier dans les relations entre les grandes puissances, notamment les deux superpuissances, de même que dans les relations Nord-Sud, améliorerait les perspectives de sécurité, de désarmement et de développement en Afrique en particulier et dans le monde en général. La Conférence note que l'élargissement récent des contacts et des négociations entre les deux superpuissances semble annoncer une réduction des tensions dans les relations entre les grandes puissances. La Conférence lance toutefois un appel en faveur d'un processus de négociations plus soutenu entre les grandes puissances, en particulier entre les deux superpuissances, en matière de désarmement, étant donné que la possession d'armes nucléaires et la course continue aux armements nucléaires et conventionnels constituent un facteur constant de déstabilisation pour toutes les régions et le plus grand danger pour la survie de l'humanité.

7. La Conférence, reconnaissant le caractère universel des objectifs de sécurité, de désarmement et de développement, met l'accent sur la nécessité de la coopération internationale, indispensable à leur réalisation. A cet égard, la Conférence estime qu'en dépit du peu de progrès accomplis, les Nations Unies demeurent l'instance appropriée pour entreprendre des efforts communs destinés à instaurer un nouvel ordre mondial plus juste, plus équitable, affranchi de la guerre et de la misère, et partant, plus pacifique.

8. La Conférence souligne en outre l'importance des efforts déployés au niveau régional pour le maintien de la paix et le règlement des différends entre les Etats, conformément aux dispositions de la charte de l'OUA. De tels efforts destinés à faire régner la confiance, à promouvoir les relations d'amitié et de coopération et à trouver des solutions pacifiques et justes aux conflits entre les Etats de la région concernée peuvent jouer un rôle important pour promouvoir les objectifs de sécurité, de désarmement et de développement dans la région.

9. La Conférence considère qu'une coopération plus étroite entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et interrégionales permettra une utilisation plus judicieuse de la grande expérience internationale, des capacités et des ressources des Nations Unies dans le cadre des efforts déployés au niveau régional en vue de l'instauration de la paix et de la sécurité. A cet effet, la Conférence se félicite de la coopération existant entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine et accorde beaucoup d'importance à l'expansion continue d'une telle coopération, qui doit s'étendre également aux activités et programmes dans le domaine de la sécurité.

10. La Conférence réaffirme que l'Afrique se trouve actuellement confrontée à une situation socio-économique critique qui est due en partie aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les cyclones et la désertification et qui est encore aggravée par l'insécurité et les conflits dans la région. Tout en se félicitant des efforts déployés par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ainsi que de l'assistance fournie au niveau régional par les autres pays et régions et par les organisations internationales en vue de résoudre les problèmes immédiats de la famine, la Conférence reconnaît que le redressement et le développement à long terme des pays concernés et de la région dans son ensemble relèvent avant tout des Etats africains.

11. La Conférence estime que c'est l'insécurité qui oblige les Etats africains à consacrer leurs maigres ressources à de lourdes dépenses militaires, afin de maintenir la stabilité interne et de sauvegarder leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

12. La Conférence considère le régime raciste minoritaire d'Afrique du Sud et sa politique comme l'une des causes principales de l'insécurité, de l'agression, de l'instabilité économique et de la course aux armements en Afrique. Ce régime constitue une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales, en particulier depuis son acquisition d'armes nucléaires, et continue d'accroître sa capacité militaire. La Conférence exprime sa conviction que l'élimination du système d'apartheid en Afrique du Sud et l'accession immédiate de la Namibie à l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine réduiront énormément la tension et les conflits en Afrique australe et élargiront les perspectives de désarmement, de développement, de sécurité et de coopération pacifique en Afrique.

13. La Conférence exprime sa profonde inquiétude devant la collaboration active entre le régime raciste d'Afrique du Sud, Israël et certaines puissances occidentales dans le domaine de la mise en place et du développement des capacités nucléaires de l'Afrique du Sud. La Conférence estime qu'une telle collaboration ne fait qu'aggraver la situation déjà explosive dans la région et la condamne fermement.

14. La Conférence souligne la nécessité d'une action concrète pour promouvoir la paix, la sécurité et le désarmement en Afrique, et ce, afin de renforcer dans la région les conditions et les structures favorables à la coopération interafricaine dans le domaine du développement. La Conférence est convaincue que les déclarations sur la paix, la sécurité et la coopération, de même que les accords régionaux africains de non-agression et de défense mutuelle doivent être appuyés dans les meilleurs délais par des mesures plus concrètes et plus pratiques, et appelle de toute urgence à l'élaboration du projet de convention sur la dénucléarisation de l'Afrique ou d'un instrument juridique approprié qui définirait l'Afrique comme une zone dénucléarisée.

15. La Conférence exprime sa ferme conviction que c'est seulement en adoptant des dispositions et des mécanismes propres à apaiser les tensions interafricaines que la région pourra jouer un rôle crédible et positif dans un monde confronté à la rivalité meurtrière Est-Ouest, dont le contrôle échappe aux Etats africains, mais dont les conséquences pourraient affecter leur destin de manière décisive.

16. La Conférence considère que la présente réunion qui coïncide avec le quarantième anniversaire de trois événements, à savoir, l'utilisation de la première bombe atomique à Hiroshima et à Nagasaki, la fin de la deuxième guerre mondiale et la naissance de l'Organisation des Nations Unies, est une occasion exceptionnellement solennelle et opportune pour l'Afrique de se joindre au reste du monde pour réaffirmer son adhésion aux principes et objectifs contenus dans la Charte des Nations Unies et celle de l'Organisation de l'unité africaine afin que le désespoir fasse place à l'espoir, afin que prennent fin la peur et la misère, afin de jeter les bases de l'amitié, de la coexistence pacifique et de la coopération dans un monde à l'abri d'armes nucléaires et de "sauver les générations futures du fléau de la guerre".

**B. PROGRAMME D'ACTION POUR LA PAIX, LA SECURITE
ET LA COOPERATION EN AFRIQUE**

La Conférence sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique,

Rappelant que l'objectif fondamental des Etats africains depuis leur accession à l'indépendance a toujours été la recherche de la paix comme étant le seul moyen pacifique qui puisse leur permettre de consacrer pleinement leurs énergies et leurs ressources à la tâche urgente qui consiste à améliorer les conditions d'existence de leurs peuples,

Réaffirmant l'opportunité permanente et l'urgente nécessité d'un ferme réengagement politique pour la mise en oeuvre concrète des objectifs de l'Organisation de l'unité africaine tels qu'ils sont énoncés dans l'article II de sa charte, à savoir :

- a) Renforcer l'unité et la solidarité des Etats africains;
- b) Coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique;
- c) Défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance;
- d) Eliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique;
- e) Favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

Considérant que cette première réunion politique régionale de haut niveau sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique a été, pour les Etats membres de l'OUA, une occasion précieuse de se pencher collectivement sur trois des questions les plus cruciales qui affectent les aspirations présentes et futures de l'Afrique ainsi que les stratégies en matière de paix et de progrès,

Ayant à l'esprit sa Déclaration de Lomé sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique,

Adopte le présent Programme d'action pour la paix, la sécurité et la coopération en Afrique aux termes duquel la Conférence, ayant déterminé ses priorités :

1. Lance un appel en faveur d'un processus continu et soutenu de contacts et de négociations diplomatiques dans le cadre de l'OUA, et ce, afin d'aboutir à des engagements politiques devant permettre l'instauration de la paix, de la sécurité et de la coopération au niveau régional dans le cadre d'une conférence future sur la sécurité et la coopération en Afrique;

2. Lance un appel pressant à tous les Etats africains pour qu'ils mettent en oeuvre aux niveaux individuel, bilatéral, sous-régional et régional des mesures concrètes visant à instaurer la paix, la sécurité, la coopération et la solidarité internes et interétats dans la région;

3. Lance un appel aux Etats africains pour qu'ils tiennent l'OUA informée des décisions prises ou des accords signés aux plans bilatéral ou sous-régional relatifs à la coopération militaire ou à la défense, et ce afin de faciliter, conformément à la charte de l'OUA, son rôle de coordination dans la défense régionale;

4. Lance un appel en faveur d'une coopération et d'une assistance accrues de la part des Nations Unies et de l'OUA afin d'aboutir à l'exécution des mesures concrètes et efficaces prises par les Etats africains eux-mêmes pour garantir la paix et la sécurité dans la région;

5. Invite le Secrétaire général de l'OUA à élaborer et présenter à la quarante-quatrième session du Conseil des ministres de l'OUA, avec l'assistance et la collaboration du Secrétaire général des Nations Unies et de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, des propositions concrètes pouvant servir de base pour les discussions et les négociations au sein des Etats membres sur ce qui suit :

a) Mesures et dispositions pour la coopération et la coordination en matière de défense aux niveaux sous-régional et régional;

b) Mesures et dispositions pour la réduction des dépenses militaires par les Etats Membres aux niveaux sous-régional et régional;

c) Mesures et dispositions pour empêcher le transfert d'armes aux mercenaires et aux autres groupes non gouvernementaux dans les Etats africains indépendants;

d) Mesures concrètes pour mettre en oeuvre la Déclaration de l'OUA de 1964 sur la dénucléarisation de l'Afrique et relancer l'élaboration du projet de convention sur la dénucléarisation de l'Afrique ou la rédaction d'un instrument juridique approprié qui définirait l'Afrique comme une zone dénucléarisée;

6. Invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à créer aussitôt que possible un centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, conformément à la résolution 39/63 J de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui prévoit la création d'organes régionaux dans le cadre de la Campagne mondiale des Nations Unies pour le désarmement, et à la résolution AHG/Res.138 (XXI) de la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine demandant qu'un tel centre soit créé en Afrique;

7. Se félicite de l'offre du Gouvernement togolais d'abriter le centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement dont la création est envisagée et de fournir gratuitement aux Nations Unies les locaux dudit centre;

8. Souligne l'importance cruciale dudit centre qui doit servir de point de convergence pour promouvoir la coordination et l'harmonisation des activités de recherche, d'étude, de documentation et d'information dans les domaines interdépendants de la paix, de la sécurité, du désarmement et du développement, et ce, en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies, en particulier avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement et l'Université des Nations Unies;

9. Lance un appel aux hommes de science, aux chercheurs et aux institutions africains pour qu'ils soumettent d'ici un an à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, par l'intermédiaire du Secrétaire général, les points de vue et propositions concernant l'élaboration éventuelle d'un programme sous-régional et régional de recherche dans le cadre d'une recherche nucléaire à des fins pacifiques en Afrique;

10. Lance un appel à tous les Etats, à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et aux autres organismes ou institutions dans tous les Etats pour qu'ils mettent fin à toute forme de collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire jusqu'à ce que ce régime permette à l'AIEA d'avoir accès à ses installations nucléaires dans le cadre des mesures de sécurité, des inspections et abandonne sa politique d'oppression intérieure et d'apartheid;

11. Lance un appel à tous les Etats, à toutes les institutions et à la communauté internationale tout entière pour qu'ils mettent fin à tout achat d'uranium auprès du régime raciste d'Afrique du Sud, jusqu'à ce que ce régime mette un terme à son occupation illégale de la Namibie et abandonne sa politique d'apartheid;

12. Lance un appel au Conseil de sécurité des Nations Unies pour qu'il assume ses responsabilités, conformément à la Charte des Nations Unies dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité, et qu'il prenne les mesures nécessaires pour dissuader le régime raciste d'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, de commettre des actes constituant une rupture de la paix ou une menace contre la paix et la sécurité internationales;

13. Lance un appel aux membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies en général, et aux deux superpuissances en particulier, pour qu'ils assument leurs responsabilités comme la Charte le stipule, en ce qui concerne la sécurité internationale et qu'ils prennent des mesures efficaces pour mettre fin à l'extension des programmes et des activités militaires et nucléaires sud-africains;

14. Invite les Etats Membres à mettre en oeuvre la résolution 39/151 G de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement, résolution proposée par un groupe de pays africains et adoptée en tant que question prioritaire et par consensus au cours de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale;

15. Lance un appel en vue du renforcement de la capacité de l'Organisation des Nations Unies à mener une action efficace dans le domaine du désarmement, qui devrait permettre, entre autres, à cette organisation d'apporter l'assistance et l'aide nécessaires aux organisations régionales, en particulier à l'OUA, dans le domaine de la sécurité, du désarmement et du développement;

16. Appuie la convocation en 1986 d'une conférence internationale sur le rapport entre le désarmement et le développement, conformément à la résolution 39/160 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

17. Recommande à la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine de proclamer le 15 août, date de l'adoption de la Déclaration de Lomé sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique, Journée africaine de la paix et du désarmement.

